



pS-Eau

programme
Solidarité-Eau

Le pS-Eau y était :

COP 23

Bonn, Allemagne, 6-17 novembre 2017

La 23^{ème} Conférence des Parties (COP) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) organisée sous la présidence des Iles Fidji, s'est tenue à Bonn en Allemagne du 6 au 17 novembre 2017.

Pour la deuxième année consécutive, une journée a été dédiée à la thématique de l'eau, le 10 novembre, dans le cadre des sessions officielles du « Global Climate Action ». Deux autres thématiques étaient abordées parallèlement ce même jour : l'agriculture et de l'énergie. Le thème de l'eau a également été débattu dans les zones d'expositions dédiées à la société civile (zone « Bonn »).

Le pS-Eau était présent lors de cette COP du 8 au 14 novembre et a participé à plusieurs événements en zone « Bonn » afin de partager les résultats de son travail sur les services d'eau et d'assainissement et le changement climatique. La COP23 est aussi une occasion de rencontrer divers acteurs du secteur « climat » qui sont moins représentés dans les autres conférences sur l'eau.

Vous trouverez dans cette note une synthèse de divers temps de rencontre autour des thématiques eau et changement climatique.

Contact :

Colette Géneaux

geneaux@pseau.org

Enjeux et bilan de la conférence

Depuis la signature de l'Accord de Paris lors de la COP21 en 2015, les processus politiques sont tournés autour de sa mise en œuvre afin de limiter l'augmentation des températures mondiales en-dessous de 2°C, voire 1,5°C. A ce jour, 170 pays ont ratifié l'Accord, sur les 197 Parties de la Convention.

Pour la première fois, la COP23 était présidée par un petit état insulaire, les Iles Fidji. Malgré quelques avancées des négociations, notamment sur la reconnaissance des peuples indigènes, le bilan de cette COP reste mitigé et en décalage avec les déclarations des scientifiques qui continuent d'alerter sur l'urgence d'agir. Il est estimé que les engagements des Etats à l'heure actuelle ne permettront pas de rester dans la limite des 2°C d'augmentation des températures du globe et conduisent à une trajectoire de +3°C.

La COP24, qui aura lieu en Pologne en 2018, sera importante car elle aura pour objectifs de réaliser un premier bilan des efforts engagés pour l'application de l'Accord de Paris et de préparer le rehaussement des engagements de certains pays d'ici 2020.

Ressources :

- Site officiel de la COP23 : <https://cop23.com.fj/>
- Programme des sessions officielles : <https://cop23.unfccc.int/cop23/global-climate-action-at-cop23-full-programme>

Ci-dessous, quelques points qui sont ressortis des sessions en zone Bonn :

❖ Mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national

Les contributions déterminées au niveau national (CDN), qui représentent les engagements à caractère non-contraignant des Etats pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris, ont été largement évoquées pendant cette COP. De nombreux intervenants ont rappelé l'importance de l'implication de la société civile dans l'élaboration des CDN et dans leurs déclinaisons en stratégies nationales.

Le Sénégal a par exemple constitué un comité national pour le changement climatique, incluant différents acteurs dont la société civile. Au Niger, le Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable (CNEDD) inclut aussi les acteurs non-étatiques qui ont participé à la rédaction des CDN¹.

❖ Le rôle des acteurs locaux dans l'adaptation au changement climatique

Le rôle des collectivités territoriales dans les actions d'adaptation et d'atténuation du changement climatique a été particulièrement souligné.

¹ www.cnedd.ne/

Plusieurs intervenants ont signalé la nécessité de soutenir les collectivités, qui se situent au premier plan pour agir à l'échelle locale mais qui souvent ne possèdent pas les capacités institutionnelles, financières ou techniques pour s'impliquer.

Ceci pose la question des mécanismes de soutien existants. Parmi ces derniers, il a été souligné que la coopération décentralisée joue un rôle important. Elle permet en effet des partenariats institutionnels et techniques direct entre acteurs locaux de même nature et mobilise les acteurs des territoires dans la durée, avec souvent un effet de levier sur la mobilisation d'autres financements.



Photo : session sur le pavillon de l'Unesco. Crédit : pS-Eau

❖ Actualisation des connaissances sur le changement climatique

Chercheurs et scientifiques présents à la COP23 ont souligné l'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique. Les recherches les plus récentes, qui intègrent les données climatiques des dernières années, confirment en effet les conclusions du dernier rapport du GIEC paru en 2013 : même en tenant compte des engagements présents et futurs de réduction d'émission de gaz à effets de serre pris à ce jour par les Etats dans le cadre de l'Accord de Paris, une augmentation de la température moyenne est inévitable d'ici la fin du siècle.

Les graphiques produits par la Royal Society montrent ci-dessous des simulations de l'évolutions des températures dans différents scénarios de réduction des gaz à effets de serre.

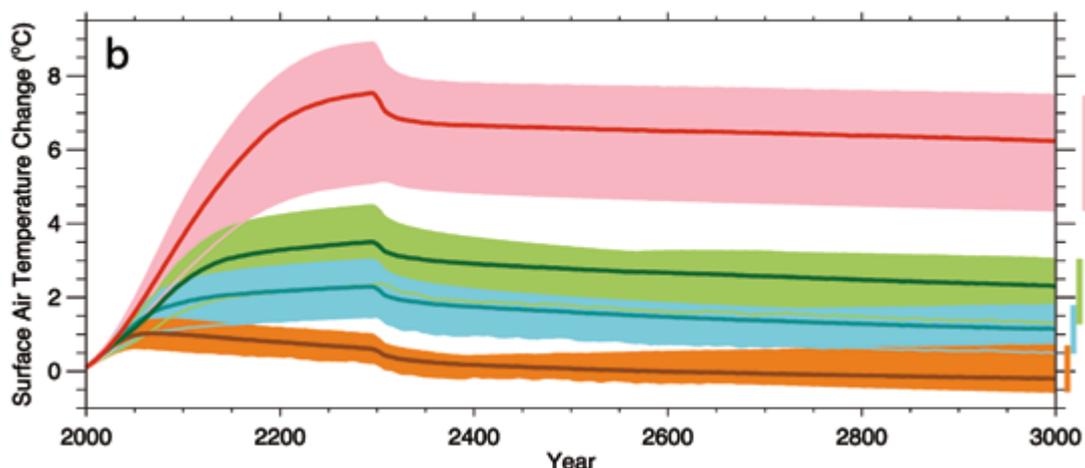


Figure 1 : évolution de la température en fonction du temps. En rouge, un scénario "sans changement des émissions par rapport à notre situation actuelle" se poursuivant jusqu'en 2300. En orange: réduction des émissions agressives jusqu'à atteindre un taux proche de 0 dans 50 ans à partir d'aujourd'hui. En bleu et vert, deux scénarios intermédiaires.

Graphique extrait de *Climate Change Evidence & Causes*, Royal Society (2017)

Ces données montrent l'urgence d'agir, à la fois pour l'atténuation mais également pour l'adaptation, face à des changements inévitables. La mobilisation est d'autant plus importante qu'une augmentation de 2% des émissions de CO₂ issues de combustibles fossiles et de l'industrie est prévue pour l'année 2017, après trois ans de stagnation².

Ressources

- *Climate change evidences and causes, Royal Society (2017): [consultable en ligne](#)*
- *Climate updates, Royal Society (2017) - [consultable en ligne](#)*

Problématiques liées à l'eau et au changement climatique

Différentes sessions ont eu lieu sur la thématique de l'eau, portées par la société civile ou lors de la journée Eau du 10 novembre qui était organisée dans le cadre du Partenariat de Marrakech pour l'action climatique globale (GCA).

❖ Accès aux fonds climat pour les acteurs de l'eau

L'une des principales problématiques portée par les acteurs de l'eau concerne l'accès aux fonds climat. Les difficultés d'éligibilité des projets d'adaptation, dont le volet climat est souvent moins évident à prouver que pour les actions d'atténuation, ont beaucoup été évoquées et, par conséquent, la nécessité d'un renforcement des capacités des acteurs pour la préparation de dossiers « bancables ».

Les acteurs de l'eau ont aussi souligné le besoin d'une approche multi-bailleurs cohérente, s'appuyant sur les CDN et les stratégies nationales et qui prenne en compte les différentes dimensions territoriales (échelles locales/nationales, dimension des bassins, etc.)

❖ Connaissance des ressources et systèmes de suivi

Déjà soulignée lors de la COP22, la problématique du manque de connaissance de la ressource a été évoquée dans plusieurs sessions. Ces données, ainsi que les informations sur les usages, rejets, prélèvements et sur la connaissance des écosystèmes, sont essentielles pour la prise de décision. Cependant, le financement des systèmes d'information nécessaires à leur production reste difficile. De plus, la couverture du réseau des stations hydrométriques connaît une forte diminution en Afrique depuis les années 80. L'enjeu est donc de reconstituer les systèmes de données, tout en intégrant les nouvelles technologies (systèmes de transmission, données satellitaires, etc.). Dans cette optique, un travail de sensibilisation à l'importance de l'information et des investissements nécessaires à leurs productions est nécessaire, en particulier en direction des décideurs politiques.

Un exemple de systèmes d'observation et de mesures présenté était celui du bassin du Niger. L'autorité du Bassin du Niger a en effet mis en place un observatoire SATH-ABN, qui fournit

² <http://www.globalcarbonproject.org/carbonbudget/17/highlights.htm>

des données satellitaires des ressources en eau et des écoulements permettant une meilleure gestion et répartition équitable de la ressource en eau, tout en assurant la préservation des écosystèmes aquatiques du bassin.

Ressources :

- *Mieux connaître pour mieux gérer, Eau, Climat et Développement, Partenariat Français pour l'Eau (2016), [disponible en ligne](#)*
- *Observatoire SATH-ABN : www.sath.abn.ne/index_FR.html*

❖ **Les solutions fondées sur la nature**

De nombreux intervenants ont appelé à mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature. Ce terme désigne « des actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés, pour relever directement les enjeux de société de manière efficace et adaptative tout en assurant le bien-être humain et des avantages pour la biodiversité », (UICN, 2016).

La déclaration « Solutions fondées sur la nature, gestion de l'eau et changement climatique »³ portée par les Alliances pour l'eau et le Climat, le Partenariat Français pour l'Eau et le Partenariat de Marrakech a été signée par une centaine d'acteurs.

❖ **Nexus eau, agriculture, énergie**

La journée thématique du 10 novembre a été l'occasion de rappeler l'importance des interactions entre les secteurs de l'eau, l'énergie et de l'agriculture, puisque les trois thèmes étaient à l'agenda.

Différentes sessions ont mis en lumière les conséquences du manque d'eau ou des pollutions de l'eau sur les productions agricoles. Combinés aux phénomènes de désertifications des terres et aux aléas climatiques (sécheresse, inondations, événements extrêmes), ceci pose de graves défis pour la sécurité alimentaire des populations.

La FAO, qui par ailleurs a annoncé que la faim dans le monde progresse à nouveau en 2017 et ce malgré une régression constante durant plus d'une décennie⁴, a clairement reconnu les conséquences des conflits et du changement climatique sur la malnutrition.

Ressource :

- *WASAG (Global framework on water scarcity in agriculture), initiative de la FAO: www.fao.org/land-water/overview/WASAG/en/*

³ www.partenariat-francais-eau.fr/wp-content/uploads/2017/10/High-level-declaration_Nature-based-solutions_final_FR.pdf

⁴ www.fao.org/news/story/fr/item/1037322/icode/

Focus sur les villes

Les enjeux du changement climatique en milieu urbain ont été mentionnés au cours de nombreuses sessions. Alors que les phénomènes d'urbanisation se poursuivent et que les villes sont responsables de plus de 80% des émissions mondiales de gaz à effets de serre, les villes sont aussi de plus en plus vulnérables aux aléas climatiques. Par ailleurs, 80% du coût pour l'adaptation sera supporté par les villes⁵.

❖ Réduction des risques de catastrophes et interventions d'urgence

La multiplication des événements extrêmes en fréquence et en intensité nécessite la mise en place de plans de réduction des catastrophes. Lors d'une session sur les risques liés aux services d'eau et d'assainissement et l'urgence, plusieurs ONG ont témoigné de l'augmentation des interventions humanitaires liées au changement climatique dans les villes, et les besoins croissants qui en découlent. Les intervenants ont insisté sur l'urgence de mettre en place des plans de gestion pour la sécurité hydrique (« water security plans ») et la nécessité de la concertation entre toutes les parties prenantes pour la mise en œuvre de ces plans.

❖ Villes éponges

Plusieurs sessions incluaient des présentations de « villes éponges » (« sponge cities », en anglais). Ce terme désigne les projets urbains dont l'objectif est l'amélioration de la gestion des eaux pluviales grâce à des solutions fondées sur la nature.

L'utilisation d'infrastructures vertes permet de mieux gérer les infiltrations via la rétention d'eau de pluie et le contrôle du drainage. La mise en œuvre, qui peut se heurter à des problèmes fonciers, doit passer par une cartographie des zones d'accumulation d'inondations et des zones de vulnérabilité. Elle peut s'inclure dans une planification qui ne s'arrête pas aux frontières géographiques de la ville.

En République Dominicaine, le projet Vive El Yaque incluait par exemple la création d'un corridor écologique commençant en amont de la ville.



Photo : session « Sponge cities » sur le pavillon allemand.
Crédit : pS-Eau

⁵ [Climate Finance in the Urban context, , Issues Brief #10, Nov 2010](#)

❖ Planification

De nombreuses difficultés de l'adaptation et de l'atténuation au changement climatique en milieu urbain se rapportent à des enjeux de planification.

CGLU Afrique a présenté son cours en ligne (MOOC) sur la planification dans les villes africaines. Actuellement présenté en anglais, une traduction vers le français devrait être prévue dans les mois à venir : www.coursera.org/learn/climate-change-africa

Focus sur les territoires insulaires

Cette année, la COP était présidée par les Iles Fidji. Ceci a permis de mettre en lumière les impacts du changement climatique dans les territoires insulaires. Face aux enjeux des migrations, plusieurs représentants d'îles ont revendiqué la nécessité de négocier des migrations dignes pour leurs populations.

Au-delà des conséquences de la montée des eaux, les problèmes liés à la salinité et à la faible disponibilité des ressources en eau posent des défis conséquents pour l'approvisionnement en eau potable des populations.

Focus sur les services d'eau et d'assainissement

Bien que les impacts du changement climatique aient été plus abordés sous l'angle des ressources en eau, les enjeux liés aux changements climatiques pour les services d'eau et d'assainissement ont été évoqués dans différentes sessions, dont une organisée par le pS-Eau (voir le compte-rendu page suivante).

Les sessions portant sur les villes ont notamment mis en avant la nécessité d'assurer la sécurité hydrique des populations, en améliorant l'alimentation en eau des villes et en sécurisant les sources d'eau. Ceci a pu être illustré par l'exemple de la ville Hô Chi Minh Ville au Vietnam, qui a mené un projet pour réduire la proportion d'eau non facturée mais aussi par l'exemple de Dakar, où différentes réflexions sont à l'œuvre afin d'assurer la sécurité hydrique (station de désalinisation, transferts d'eau, etc.).

Plusieurs intervenants ont aussi fait remarquer que les réflexions sur la résilience des villes ne doivent pas faire oublier les zones rurales, où vivent encore une grande partie de la population mondiale, ce qui permet également d'éviter l'exode rural.

PARTICIPATION DU PS-EAU

Le pS-Eau était présent à la COP afin de mettre en avant les liens entre services d'eau et d'assainissement et changement climatique. Cette mobilisation fait suite au travail d'approfondissement réalisé avec un groupe de travail depuis 2015 et qui a mis en évidence les différents types d'impacts du changement climatique sur les services.

Nouvelle publication

A l'occasion de la COP23, le pS-Eau a publié un nouveau dépliant « Les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique ».

Ce document synthétise les différents impacts potentiels du changement climatique sur les services d'eau et d'assainissement et partage des pistes de réflexion pour l'adaptation.

>> télécharger le dépliant [en français](#) ou [en anglais](#)

Le document de travail complet, à la base de cette synthèse, peut aussi être consulté [à cette page](#).



Session “WASH services and climate change”, pS-Eau

Le pS-Eau a animé une session sur le pavillon fidjien le 9 novembre 2017. Trois intervenants étaient présents pour illustrer ce thème par des exemples concrets d’Ethiopie, de Martinique et du Sénégal.

- ❖ **La mise en œuvre d’une stratégie nationale d’adaptation au changement climatique pour la santé en Ethiopie, par Sally Edwards (chargée de projet technique, changement climatique et santé à OMS-AFRO)**

En Ethiopie, un cadre national d’adaptation au changement climatique pour la santé et les services d’eau et d’assainissement a été élaboré depuis 2015, avec le soutien de l’OMS via un projet financé par DFID.

La mise en place de ce cadre national, qui a conduit à la définition d’une stratégie nationale et à une révision des documents de politique sectorielle, s’est appuyée sur différents outils et mécanismes :

- Une collaboration étroite entre les secteurs de la santé et des services d’eau et d’assainissement, dans le cadre de deux groupes de travail : un groupe d’experts sur les plans de gestion de la sécurité sanitaire de l’eau (« water safety plans ») pour la

résilience au changement climatique, ainsi qu'un groupe technique sur le changement climatique et la santé.

- Deux études d'évaluation nationale sur les risques du changement climatique et sur l'adaptation dans le secteur de la santé : ces recherches ont permis d'identifier les zones géographiques « vulnérables » ainsi que les enjeux pour l'adaptation, avec un focus sur la malaria et les maladies diarrhéiques. De façon plus spécifique concernant les services d'eau et d'assainissement, une évaluation de la vulnérabilité ainsi qu'une étude sur l'adaptation des ressources en eau ont été réalisées. Les études se sont intéressées à la disponibilité ainsi qu'à la qualité des ressources souterraines et de surface et une cartographie a été faite.
- Des activités de renforcement des compétences ont été menées au cours de la mise en œuvre, permettant de former 700 personnes des secteurs de la santé et des services d'eau et d'assainissement sur trois ans à travers des ateliers au niveau sous-régional.

Les différents documents d'orientation incluaient une stratégie nationale de résilience au changement climatique pour les systèmes de santé ainsi que des plans d'adaptation nationaux pour le secteur de la santé. Plus précisément, pour les services d'eau et d'assainissement, un cadre national de sécurité hydrique pour la résilience au changement climatique a été développé, pour les contextes rural et urbain, et a été mis en œuvre par des expérimentations pilotes.

Conclusion et enseignements à tirer :

- Les partenariats, au sein du gouvernement et entre ce dernier, les partenaires au développement et les agences ont été déterminants pour la bonne conduite des processus et pour éviter les répétitions. Les preuves concrètes apportées par les études de vulnérabilité ainsi que le renforcement de capacité ont également été essentielles.
- L'élaboration et la mise en œuvre des orientations politiques et stratégies sectorielles au niveau national ont permis de mieux encadrer les processus à l'échelle sous-régionale. Cela a permis, non seulement d'inscrire une réflexion sur les impacts du changement climatique à l'agenda des secteurs de la santé et des services d'eau et d'assainissement, mais aussi d'encourager la collaboration des deux secteurs sur ce thème. Il est cependant essentiel de continuer la promotion des collaborations cross-sectorielles ainsi que des partenariats internationaux.
- Le projet a joué un rôle majeur pour mobiliser des ressources financières et techniques vers la résilience au changement climatique pour la santé et les services d'eau et d'assainissement. Grâce aux pilotes testés pour la mise en œuvre de la stratégie d'adaptation, plus de 60 districts ont aujourd'hui inclut des mesures de sécurité de l'eau et de résilience au changement climatique dans leurs programmes d'eau potable et d'assainissement.

❖ **Adaptation d'une technologie d'assainissement en climat tropical (Martinique), par Aline Populo (chargée de mission coopération internationale à l'Office de l'Eau de la Martinique)**

Située dans les Antilles françaises, l'île de la Martinique est confrontée à différents défis pour son assainissement, en particulier en ce qui concerne le traitement des eaux usées de l'île

(en effet, seulement 80% des eaux arrivant en station de traitement sont vraiment traitées). De plus, le contexte insulaire et tropical provoque des enjeux spécifiques pour l'assainissement : la gestion des surcharges hydrauliques lors des événements pluvieux, les problèmes d'activité biologique dus aux variations de températures, une forte pression sur le foncier et des contraintes topographiques qui pèsent sur la construction des réseaux et stations, la détérioration des infrastructures à cause de la salinité élevée de l'air, etc.

Pour faire face à ces enjeux, le projet d'assainissement Attentive a expérimenté l'adaptation au contexte martiniquais d'un traitement des eaux usées par filtres plantés de végétaux. Ce système développé par l'IRSTEA (Institut de Recherche en Science et Technologie pour l'Environnement et l'Agriculture) depuis les années 90 a été mis en place dans plusieurs îles des Antilles, dont la Guadeloupe, La Réunion, Martinique et Mayotte.

Le filtre planté de végétaux constitue une solution robuste et économique, puisque le processus de traitement est mécanique et passif, consomme peu d'énergie et nécessite peu de maintenance. L'un des enjeux de la mise en œuvre de ce pilote a été le choix des plantes filtrantes. En Martinique, après plusieurs tests, le choix s'est porté sur des plantes locales (*Heliconia psittacorum* communément appelé "oiseau de paradis" et *Cyperus alternifolius* ou "faux papyrus") pour remplacer le roseau.

En termes d'adaptation au changement climatique, ce système réduit la vulnérabilité des systèmes de traitement d'eaux usées. En effet, il possède une grande résilience aux événements extrêmes et aux catastrophes naturelles grâce à la résistance des plantes utilisées et la simplicité du processus : l'utilisation de plantes évite les dysfonctionnements potentiels d'un traitement biologique (à boues activées par exemple) et possède une plus grande capacité d'adaptation à des variations hydrauliques ou de températures. Les odeurs et les risques sanitaires engendrés par la production de sulfure d'hydrogène (H_2S) en cas de fortes températures sont limités dans ce système.

Ce traitement consomme également moins d'énergie que les stations de traitement conventionnellement en usage en France.

Jusqu'à présent les résultats des pilotes ont été satisfaisant : bonnes performances de traitement, en particulier concernant le traitement de l'azote. Le système ne produit que peu de boues comparé aux autres systèmes (une seule extraction tous les 15 ans). La contrainte principale est le foncier, car le filtre planté nécessite une surface importante.

Ce projet a reçu le grand prix pour l'ingénierie environnementale du Ministère de l'Environnement français.

❖ **Revue d'expériences pour garantir la sécurité hydrique au Sénégal, par Abdoulaye Sene (président du Comité préparatoire pour l'organisation du Forum Mondial de l'Eau « Dakar 2021 »)**

La sécurité hydrique est au cœur de la résilience au changement climatique. Au Sénégal, les services d'eau et d'assainissement sont de plus en plus vulnérables au changement climatique : ils doivent faire face à des problèmes de pénurie d'eau, à la diminution de la qualité de la ressource, à l'augmentation des inondations, etc.

Le Sénégal s'est fortement engagé sur l'adaptation au changement climatique via ses contributions déterminées au niveau national (CDN) et l'élaboration de stratégies sectorielles pour la sécurité hydrique, ainsi que des stratégies pour la résilience.

Différentes actions sont en projet ou déjà opérationnelles, telles que la réalimentation artificielle de nappes phréatiques, la mise en place de transferts d'eau entre des régions et la construction de station de désalinisation de l'eau de mer.

Par exemple :

- Le système de transfert d'eau de Notto Ndiosmone Palmarin dessert environ 250 000 personnes des régions côtières qui souffre d'intrusion d'eau saline. Le transfert d'eau se fait sur 200 km.
- Un projet de réutilisation des eaux usées de la station de traitement de Dakar pour l'agriculture est actuellement à l'étude. Les bénéfices de cette réutilisation seraient de réduire l'utilisation de l'eau potable actuellement utilisée pour l'irrigation, dans une zone urbaine côtière qui est déjà confrontée au manque d'eau et à des problèmes de qualité de la ressource.
- D'autres projets de transfert d'eau sont à l'étude, par exemple concernant la sécurisation de la desserte en eau de Dakar et des zones côtières alentours à partir du lac de Guiers.
- Le Sénégal développe également des réflexions sur les ressources d'eau alternatives, afin d'assurer la sécurité hydrique. Par exemple, la construction d'une station importante de désalinisation de l'eau pour Dakar est prévue. Cette station devrait produire 100 000 m³/j et constituer un complément stratégique au système d'alimentation en eau potable actuel, qui tire pour l'essentiel son eau du lac de Guiers.
- De façon plus générale, le Sénégal a pour objectif d'améliorer le traitement des eaux usées, en cohérence avec la mise en œuvre de la cible 2 de l'ODD 6.

Diverses réflexions sont en cours par rapport à l'élaboration d'un plan national d'adaptation au changement climatique. Ceci sera discuté dans les prochains mois et devrait être au cœur des discussions pendant le 9^{ème} Forum mondial de l'eau, qui aura lieu à Dakar en 2021. Durant ce forum international, le Sénégal devrait lancer une initiative pour accélérer la mise en œuvre de l'ODD6, de même que des initiatives pour le développement rural.

❖ Questions & réponses

Quelle coordination entre les programmes de l'Unicef et de l'OMS en Éthiopie ?

- *Sally Edwards* : la coordination est importante pour éviter de dupliquer les activités. En Éthiopie, l'OMS a réalisé des formations sur la sécurité de l'eau en conjointement avec l'Unicef mais pour le reste, les deux organisations travaillent sur des mandats différents.



Photo : Aline Populo, Abdoulaye Sene et Sally Edwards sur le pavillon des îles Fidji. Crédit : pS-Eau

Comment les différents financements de l'OMS se répartissent-ils sur un programme tel que celui de l'Ethiopie ? L'OMS offre-t-il un soutien pour le développement de projets éligibles aux fonds climat ?

- *Sally Edwards* : au sein de l'OMS, les financements du département « protection de l'environnement humain » proviennent principalement des fonds dédiés à la lutte contre le changement climatique. Les fonds dédiés à la lutte contre la malaria, qui dépend d'un autre département, sont distincts. Cependant, les deux départements travaillent ensemble sur certains projets spécifiques.
Concernant l'accès aux fonds climat, l'OMS peut appuyer les Etats dans l'élaboration de leurs propositions. Cependant, les propositions doivent quand même passer par le processus formel de sélection.

Quels impacts de la salinité sur l'eau potable en Martinique ?

- *Aline Populo* : L'air marin est chargé en sel qui érode le matériel et les équipements. Cependant, jusqu'à ce jour, en matière d'approvisionnement en eau potable, nous n'avons pas connu de problème d'intrusion d'eau saline car nous utilisons majoritairement les eaux de surface pour l'approvisionnement en eau potable. Cela constitue 96% des prélèvements, contrairement à d'autres îles comme Saint Martin, qui doivent recourir à la désalinisation du fait de la faible disponibilité des eaux de surface. Cependant, la Martinique a connu récemment plusieurs épisodes de sécheresse, qui montrent l'importance de diversifier les sources d'approvisionnement. Dans les stratégies d'adaptation, il est alors prévu d'utiliser les eaux souterraines.

Au Sénégal, sur les différents projets présentés, quels sont les plus intéressants en termes de consommation énergétique ?

- *Abdoulaye Sene* : c'est une question difficile, car le coût de l'énergie a beaucoup changé depuis quelques années. Outre les barrages hydroélectriques sur le fleuve Sénégal et le fleuve Gambie, le Sénégal a également la possibilité de devenir producteur de gaz. Les perspectives sont donc en train de se modifier et les coûts de l'énergie évoluent sur une tendance optimiste. Cependant, il ne s'agit pas uniquement d'un problème de coûts, mais également de sécurité hydrique (assurer un accès à l'eau en quantité et qualité suffisante, de façon durable). C'est pour cette raison que nous construisons une station de désalinisation, afin de diversifier les sources d'approvisionnement. Cette station utilisera pour partie de l'énergie solaire.

❖ Conclusion, par Colette Gêneaux (chargée de mission au pS-Eau)

De nombreux exemples montrent que le changement climatique menace fortement la durabilité des services d'eau et d'assainissement. Ces impacts aggravent les enjeux liés à la croissance démographique et les problèmes déjà existants (manque d'accès, pollutions naturelles, etc.). Il est donc nécessaire d'agir à tous les niveaux : au niveau national par la mise en œuvre de stratégies d'adaptation au changement climatique permet de fournir un cadre pour l'action des territoires ; à un niveau plus local, par l'installation de pilotes permettant ensuite de passer à l'échelle.

Les différentes expériences présentées ont aussi mis en valeur l'importance de la connaissance des ressources et des systèmes ainsi que de leur suivi, que ce soit pour l'élaboration des politiques sectorielles ou bien pour l'adaptation des technologies.

Les partenariats sont aussi essentiels pour l'adaptation au changement climatique, au niveau international et à travers la coopération intersectorielle. Le 9^e Forum Mondial de l'Eau à Dakar en 2021 permettra de renforcer ces processus, tout en mettant les contextes africains au centre des réflexions pour l'adaptation.

Session “The critical role of water, sanitation and hygiene in climate change adaptation”, WaterAid

En tant que membre de l'alliance sur les services d'eau et d'assainissement, le changement climatique et la santé, le pS-Eau a également assisté à une présentation de WaterAid, également membre de l'alliance. La session a eu lieu le 8 novembre sur le pavillon du Royaume-Uni.

Cette session a mis en valeur les différents enjeux de l'adaptation et de l'atténuation du changement climatique pour les services d'eau et d'assainissement. Elle a pointé en particulier :

- La nécessité de mieux collaborer entre acteurs des secteurs du climat, du développement ainsi que de l'eau et de l'assainissement. Ceci est d'autant plus nécessaire lorsque les ministères de l'eau et de l'environnement sont différents.
- Le manque de capacités technique et institutionnelle constitue un frein à la mise en œuvre et à la durabilité des projets d'adaptation
- Le besoin de faire reconnaître par les acteurs du climat, que les enjeux liés à l'eau et en particulier aux services d'eau et d'assainissement sont majeurs dans l'adaptation. Les activités du secteur doivent être reconnues comme cohérentes avec les stratégies relatives au changement climatique.

Les activités de WaterAid qui ont été présentées ont mis en valeur l'importance de processus participatifs pour l'évaluation des impacts du changement climatique ainsi que les opportunités créées par une réflexion globale, alliant gestion intégrée des ressources en eau et gestion des services d'eau.

Ressource :

- Vidéo WaterAid sur leurs activités au Burkina Faso : www.youtube.com/watch?v=R9BBOXdRxEA